

Dette publique : près de 3 000 milliards d'euros en 2022

Publié le 30 mars 2023

🕒 3 minutes

Par : [La Rédaction](#)

La dette publique française a atteint 2 950 milliards d'euros fin 2022 selon l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee). Cette dette s'élève à 111,6% du PIB fin 2022, en légère baisse par rapport aux 112,9% de 2021.

Avec 2 950 milliards d'euros en 2022, la dette publique française au sens de Maastricht des administrations publiques s'approche de plus en plus du seuil de 3 000 milliards d'euros d'après les chiffres de l'Insee publiés le 28 mars 2023. En revanche, le déficit public a baissé en 2022 (4,7% du PIB). Le déficit public s'élevait à 6,5% du PIB en 2021 et même à 9% en 2020. Cette légère amélioration s'explique notamment par la bonne tenue des recettes dont la hausse était nettement plus dynamique que celle des dépenses en 2022.

Les recettes augmentent plus que les dépenses

La France a bénéficié en 2022 de la **plus forte augmentation de ses recettes depuis 1985, année 2021 mise à part**. Dopées par l'inflation et le rattrapage économique après la crise Covid-19, elles ont augmenté de **7,3%, soit près de 95 milliards d'euros** après une hausse de 8,3% en 2021 et un recul de 4,8% en 2020. La suppression de la contribution à l'audiovisuel public et la poursuite de la baisse de la taxe d'habitation ont largement été compensées par la forte dynamique des recettes de la TVA et des impôts sur le revenu des ménages et des entreprises, ainsi que des recettes de cotisations sociales.

De l'autre côté, la progression des **dépenses (+4%)** est restée soutenue en 2022. En hausse de **près de 60 milliards**, elles ont atteint 58,1% du PIB en 2022, après 59,1% en 2021. Avec la revalorisation du point d'indice, les dépenses de rémunérations ont fortement augmenté (+13,6 milliards d'euros), tout comme les dépenses pour soutenir les entreprises et les ménages face à la hausse des prix de l'énergie. Toutefois, les dépenses liées aux prestations sociales et aux allocations-chômage ont ralenti ou même reculé.

Un contexte difficile

Si le déficit public s'établit à 124,9 milliards d'euros en 2022, après 162 milliards d'euros en 2021 et même 208,2 milliards d'euros en 2020, la dette, elle, frôle désormais les 3 000 milliards d'euros. Rapportée au PIB, elle est certes en baisse légère depuis 2020, mais reste toujours très au-dessus du palier de 100%, franchi en 2020 avec la crise sanitaire liée au Covid-19. Il y a vingt ans, la dette représentait 60% du PIB.

Or, si, en 2022, la croissance était de retour, le contexte global reste difficile. La croissance devrait baisser en 2023 (Eurostat prévoit 0,4% après 2,6% en 2022), la **charge de la dette** s'accélérer vivement avec la **hausse de l'inflation** et peser notamment sur les titres indexés sur l'inflation tandis que la transition verte aura aussi un effet sur les dépenses publiques.

Quelle situation face aux pays de la zone euro ?

En zone euro, seuls quatre pays présentent au troisième trimestre 2022 des niveaux d'endettement, rapportés au PIB, supérieurs à la France : la Grèce, l'Italie, le Portugal et l'Espagne. Mais, en valeur absolue, l'endettement de la France est au-dessus de l'Italie et de l'Allemagne. Et la trajectoire française récente depuis 2019 est relativement moins bonne que celle de l'Italie et du Portugal.

La Cour des comptes s'inquiète d'ailleurs de la trajectoire présentée par le Gouvernement dans le projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027. "*La situation des finances publiques de la France restera ainsi en 2023 parmi les plus dégradées de la zone euro, alors que la Commission européenne juge que les risques sont élevés sur la soutenabilité de la dette publique française à moyen terme.*"